

Réponse de FREE MOBILE à la consultation publique sur les lignes directrices de présentation des simulations d' exposition aux ondes
30 septembre 2015

Cette note liste ci-après nos remarques sur le projet de lignes directrices de l'ANFR pour la représentation des résultats de simulation :

1 / Présentation des résultats de simulation

Les remarques listées ci-après concernent la partie c du chapitre 3, c'est-à-dire la présentation des résultats de simulation.

En plus de commentaires sur les hauteurs de coupes (vues en coupes horizontales), Free Mobile souhaite ue soit faite une distinction pour la représentation des simulations selon que la carte 3D de la zone autour du projet d'antenne soit ou non disponible dans l'outil de calcul, ce qui est souvent lie au type de zone géographique et a la densité de population.

Il convient en effet de distinguer plusieurs cas, pour lesquels Free Mobile propose ci dessous des représentations adaptées.

- Le cas ou la base 3D du périmètre dans lequel les simulations sont effectuées, est disponible dans l'outil de calcul :

des représentations en coupes 2 D a différentes hauteurs en montrant les résultats de simulation au niveau des bâtiments pour la représentation des valeurs indoor sont possibles.

Dans ce cas cependant, pour les hauteurs de coupes (en plus de celle a 1,5 m au dessus du sol) pour les différentes vues ou cartes, nous préconisons qu'elles correspondent, pour une compréhension plus aisée, a la hauteur du dernier étage du bâtiment le plus élevé dans chaque azimut (et angle d'ouverture) de l'antenne.

Cela conduit a avoir de 0 a 3 coupes supplémentaires pour une antenne a 3 secteurs a celle a 1.5 m de hauteur, et donc de 1 a 4 coupes (ou cartes) en tout.

- le cas ou la base 3D du périmètre dans lequel les simulations sont effectuées, n'est disponible dans l'outil de calcul :

Il n'y a en effet pas de base 3D pour toute la France, dans l'outil de calcul professionnel que nous utilisons.

Pour les estimations ou simulations en base 2D, il est possible dans ce cas de fournir qu'un niveau d'exposition à un point donné autour d'un site, mais pas une vue cartographique.

Il conviendrait d'envisager dans ces cas ou seule une base 2D est disponible, un processus de ce type : l'opérateur indique au Maire en reponse a sa demande de simulation qu'il n'a qu'une base 2D pour la zone en question ; l'opérateur propose au Maire d'indiquer, dans le périmètre pertinent selon la zone géographique et le type d'antenne, un nombre raisonnable de points (moins de 5) ou il souhaiterait obtenir des résultats de simulation.

- Enfin, indépendamment de cette question liée à la base 2D ou 3D, pour certaines antennes de puissance relativement faible, le périmètre de calcul et de représentation des estimations, autour de l'antenne devrait pouvoir être réduit pour être pertinent au regard des champs très faibles calculés.

De même, dans ce cas, il peut ne pas être pertinent de représenter des coupes à différentes hauteurs en plus de la représentation à 1,5 m au dessus du sol.

2/ Le cadre réglementaire

Les remarques ci après concernent le chapitre 2 intitulé "cadre réglementaire".

Il est important de rappeler que ces simulations ne sont pas systématiques (comme les résultats des comités d'expérimentation COMOP et COPIC du Grenelle des Ondes l'avaient préconisé d'ailleurs), mais seulement à la demande du Maire.

Ainsi, ces simulations ne peuvent être considérées comme une rubrique du dossier d'information remis pour tout projet d'implantation ou de modification substantielle susceptible d'avoir un impact sur les niveaux de champ par l'opérateur au maire ou au président de l'intercommunalité.

Sa fourniture doit en effet être décorrelée du dossier d'information. Le rapport de simulation est par nature un document séparé du dossier d'information.

Il ne peut donc être considéré comme un élément de complétude du dossier d'information, ni être lié au délai, prévu dans la loi n°2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques, dite loi Abeille, (et les textes d'application à venir), entre la date de dépôt du dossier d'information et la date de dépôt de déclaration d'urbanisme ou de début des travaux.

Certaines formulations du chapitre 2 ne sont ainsi pas adaptées et Free Mobile propose des amendements ci-dessous.

La formulation dans la dernière phrase du chapitre 2, "d'un rapport qui a vocation à compléter, le cas échéant, le dossier d'information remis par l'exploitant à la mairie", ne convient pas car elle peut laisser sous-entendre que le rapport de simulation lorsqu'il est demandé (et on ne sait pas à quel moment cela peut être le cas !) participe à la complétude de celui-ci. D'ailleurs c'est généralement la fourniture du dossier d'information qui peut susciter chez le maire un intérêt ou pas à demander une simulation de champ...

Ainsi Free Mobile préférerait la formulation suivante, pour cette dernière phrase du 2) : "*d'un rapport en plus du dossier d'information remis par l'exploitant à la mairie*".

La première phrase du 2) est également inapplicable.

Le dossier d'information transmis systématiquement pour tout projet ne peut pas contenir un rapport qui lui est fourni seulement sur demande (à moins de remonter le temps ...) et donc si besoin, donc notamment au regard de l'analyse du dossier d'information décrivant le projet d'antenne.

Ainsi au lieu de " La loi n'2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques prévoit que le dossier d'information remis par l'exploitant, d'une ou plusieurs stations radioélectriques soumises à accord ou avis de l'Agence nationale des fréquences, comprend, à la demande du maire, une simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques générés par l'installation". Free Mobile propose la formulation suivante:

" La loi n'2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques, prévoit qu'en plus du dossier d'information remis par l'exploitant, d'une ou plusieurs stations radioélectriques soumises à accord ou avis de l'Agence nationale des fréquences, est fournie à la demande du maire, une simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques générés par l'installation".

--

Catherine Gabay
Directrice aux Affaires Réglementaires et Institutionnelles
Free Mobile